

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Thomas MEHENNI
Acheteur,
☎ 02.32.73.34.45

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**Maintenance préventive et curative (révisions,
réparations mécaniques, électriques et
carrosserie) du parc de véhicules du
Groupement Hospitalier du Territoire de
l'Estuaire de la Seine**

Numéro de la consultation : 25DAHL007

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer- EHPAD de Beuzeville)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escalles
- EHPAD La Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

Le marché a pour objet la maintenance préventive et curative (révisions, réparations mécaniques, électriques et carrosserie) du parc de véhicules (légers, utilitaires et SAMU) du groupement hospitalier du territoire de l'estuaire de la Seine.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

50100000-6	Services de réparation et d'entretien de véhicules et d'équipements associés et services connexes
-------------------	---

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un maximum en montant de 1 130 000€ en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

Lot	Désignation du lot	Montant maximum
1	Maintenance courante et curative des véhicules du Groupe Hospitalier du Havre, des Ehpad des Escales du Havre et l'Ehpad de la Belle Etoile	600 000,00 €
2	Réparation carrosserie des véhicules du Groupe Hospitalier du Havre et des Ehpad des Escales du Havre	50 000,00 €
3	Maintenance courante et curative des véhicules du Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc	50 000,00 €
4	Maintenance courante et curative du Centre Hospitalier intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)	150 000,00 €
5	Maintenance et réparations courantes des véhicules du Centre Hospitalier intercommunal du Pays des Hautes falaises (Fécamp)	75 000,00 €
6	Maintenance curative mécanique et carrosserie des véhicules du CH des Hautes falaises de Fécamp	75 000,00 €
7	Maintenance courante et curative du Centre Hospitalier de la Risle (Pont Audemer)	130 000,00 €

3.5 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.6 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer-EHPAD de Beuzeville) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- L'EHPAD publics du Havre, Les Escales
- L'EHPAD de la Belle Etoile

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer-EHPAD de Beuzeville) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- L'EHPAD publics du Havre, Les Escales
- L'EHPAD de la Belle Etoile

3.7 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Le présent marché est décomposé en 7 lots :

- **Lot n°1 :** Maintenance courante et curative des véhicules légers, utilitaires, SAMU et des installations et équipements électriques spécifiques aux véhicules du SAMU du Groupe Hospitalier du Havre, des Ehpad des Escales du Havre et de l'Ehpad de la Belle étoile.
- **Lot n°2 :** Réparation carrosserie des véhicules du groupe Hospitalier du Havre et des Ehpad des Escales du Havre (hors prise en charge de l'assurance)
- **Lot n°3 :** Maintenance courante et curative des véhicules légers, utilitaires, réparation de dommages sur la carrosserie des véhicules (hors prise en charge de l'assurance) du Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc.
- **Lot n°4 :** Maintenance courante et curative des véhicules légers, utilitaires, SAMU et des installations et équipements électriques spécifiques aux véhicules du SAMU, réparation de dommages sur la carrosserie des véhicules (hors prise en charge de l'assurance) du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne).
- **Lot n°5 :** Maintenance et réparations courantes des véhicules légers, utilitaires, SAMU du Centre Hospitalier Intercommunal du pays des Hautes Falaises (Fécamp).
- **Lot n° 6 :** Maintenance curative mécanique des véhicules légers, utilitaires, SAMU, des installations et équipements électriques spécifiques aux véhicules du SAMU, réparation de dommages sur la carrosserie des véhicules (hors prise en charge de l'assurance) du Centre Hospitalier Intercommunal du pays des Hautes Falaises (Fécamp).
- **Lot n°7 :** Maintenance courante et curative des véhicules légers, utilitaires, SAMU et des installations et équipements électriques spécifiques aux véhicules du SAMU, réparation de dommages sur la carrosserie des véhicules (hors prise en charge de l'assurance) du Centre Hospitalier de la Risle (Pont Audemer).

Les lots seront attribués séparément.

NOTA : Conformément aux articles L. 2113-10 et R. 2113-10 du Code de la commande publique, les soumissionnaires ne pourront présenter une offre que pour un seul lot. Chaque soumissionnaire devra donc choisir le lot auquel il soumissionne.

3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.8 Option

Le marché comprend les options suivantes :

- **Lot n°1 :** Ajout du contrôle technique à la prestation
- **Lot n°3 :** Ajout du contrôle technique à la prestation
- **Lot n°4 :** Ajout du contrôle technique à la prestation
- **Lot n°5 :** Ajout du contrôle technique à la prestation
- **Lot n°6 :** Ajout du contrôle technique à la prestation
- **Lot n°7 :** Ajout du contrôle technique à la prestation

3.9 Variante

En application des dispositions de l'article R2151-8 du Code de la Commande Publique, aucune variante n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter 21/06/2025 ou à date de notification si celle-ci est postérieure au 21/06/2025. et pour une période de **12 mois**.

Toutefois, le marché pourra être reconduit **3** fois pour une période de **12 mois** par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande ;
- Les factures ;
- Les documents de garantie des pièces ;

Article 6 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 Délais d'exécution

Le délai d'exécution est compris comme le délai entre l'émission du bon de commande et la restitution du ou des véhicules concerné(s)

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'émission du bon de commande.

Les précisions supplémentaires sur les délais d'exécution figurent au CCTP.

6.2 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commandes qui peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature du service ;
- la date de remise en service du véhicule souhaitée ;
- le montant du bon de commande ;

- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire. Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue

6.3 Conditions de réalisation de la prestation

Le Titulaire du marché prendra entièrement à sa charge les opérations d'entretien, de maintenance et de réparation dans ses locaux. Il ne pourra prétendre à aucune aide matérielle de la part des établissements membres du GHT de l'Estuaire de la Seine pour l'ensemble de ces opérations.

Il est responsable de tous les dommages qui pourraient être causés aux véhicules des établissements membres du GHT de l'Estuaire de la Seine dans ses locaux ou dans ceux du sous-traitant éventuel.

6.4 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.5 Vérifications et Admissions

Les vérifications qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la prestation (examen sommaire) conformément à l'article 23 du CCAG-FCS.

Les interventions devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS.

La poursuite de l'exécution des interventions en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.6 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine

Article 7 ADJONCTION DE NOUVEAUX VEHICULES

Le Groupe Hospitalier du Havre informera le ou les titulaires du marché de l'arrivée à échéance au cours de l'année 2024, 2025, 2026, 2027 et 2028 de la garantie constructrice de véhicules. Ces véhicules seront intégrés automatiquement au marché sans conclusion d'avenant.

Article 8 PRIX DU MARCHÉ

8.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de lieux d'exécution, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R. 2112-8 et R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou à la baisse, à l'issue de la deuxième années d'exécution du marché puis à la fin de chaque date anniversaire de conclusion du contrat.

8.2 Révision des prix

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

$$P(t) = P_0 \times [\text{Indice } 001763661(t) / \text{Indice } 001763661(0)]$$

Où :

$P(t)$: Prix révisé à la date t (nouveau prix à appliquer).

P_0 : Prix initial du marché (prix à la signature du contrat).

Indice 001763661(t) : Indice des prix entretien et réparation de véhicules particulier à la date t (en fonction des éléments contractuels).

Indice 001763661(0) : Indice des prix entretien et réparation de véhicules particulier à la date de départ du marché (en fonction des éléments contractuels).

Voir référence de l'indice : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763661#Tableau>

La révision de prix devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception, au moins trois mois avant la fin de la période en cours.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n .

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année $n-1$ et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n .

7.2.1 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

7.2.2 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 4%.

Article 9 AVANCE ET GARANTIES FINANCIÈRES

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

9.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 10 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé [sur fonds propres] et les dépenses seront affectées aux budgets [d'exploitation et d'investissement] des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procédera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

11.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe du CCAP).

11.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 12 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise ne demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

Retard de restitution du véhicule suite à une maintenance préventive	10% par jour de retard sur le forfait.
Retard de restitution du véhicule suite à une maintenance curative	2% par jour de retard sur la base du délai exprimé au devis sauf prêt de véhicule similaire.
Retard sur le délai de remise du devis suite à un diagnostic	10% par jour de retard sauf si la prestation est réalisée par un tiers aux frais du titulaire
Retard dans la fourniture d'un véhicule de prêt	20 € par jour de retard

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 14 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

Article 15 MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 16 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 17 LITIGES

17.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

17.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

Article 18 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article 7	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 04/04/2025